

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire 63570

N° 755 – 31 Mai 2003

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### DEFLATION

*Deux raisons me poussent à remettre ma casquette d'économiste et à vous parler aujourd'hui de déflation. D'une part je crois avoir fait le tour de la « question sociale », et comme moi vous en avez certainement assez d'avoir à faire toujours les mêmes constats et à répéter les mêmes choses : conservatisme, corporatisme, gauchisme, face à la timidité, la pusillanimité, la violence face à l'ignorance. D'autre part le fameux G8 ne manquera pas d'aborder ces jours-ci les « grands problèmes de l'économie mondiale », auxquels ces messieurs ne comprennent évidemment rien et sur lesquels ils n'ont aucune prise. Mais de façon très savante tout le monde va s'inquiéter de la déflation.*

*Le mot est à la mode. Mais comme bien des modes, celle-ci est futile : contraire à la réalité, et surtout contraire à la rigueur analytique. Pourquoi sa popularité ?*

*La réalité conjoncturelle ne permet en rien de conclure à la déflation. La déflation c'est le contraire de l'inflation : au lieu d'une hausse généralisée et durable du niveau général des prix à la consommation (inflation), il y aurait baisse. Si l'on suit l'évolution des prix en Euroland, elle montre une hausse des prix de 2,3% sur les douze derniers mois alors que le maximum visé par la Banque Centrale Européenne était de 2%. Quant aux Etats Unis, la hausse a été de 2,5 % pour la même période. Nous sommes donc en présence non d'une déflation, mais d'une inflation que l'on appelle « rampante », mais qui n'en est pas moins une inflation au sens statistique du terme. Ceux qui croient à la déflation objectent qu'il y a une lourde stagnation de la demande, les consommateurs et les investisseurs ne veulent plus dépenser. Donc si la demande baisse les prix doivent baisser aussi. Cette remarque est elle aussi infondée. Aux Etats Unis, les dépenses de consommation courante, en termes réels, ont augmenté légèrement de 0,1% en Avril : c'est moins que les 0,4% des derniers mois, mais ce n'est pas une baisse. Parallèlement l'indice de confiance des consommateurs est passé de 81 à 84 : les Américains, apparemment, gardent le moral. La situation est, il est vrai, moins brillante dans certains pays européens, mais la consommation française, par exemple, n'est pas à la baisse.*

*L'analyse qui sous-tend la thèse déflationniste est celle d'un effondrement de la demande globale. Nous voici rendus en plein keynésianisme : les choses vont mal parce que les gens ne dépensent pas assez. Voir la vie économique du côté de la demande dispense d'aller voir du côté de l'offre. Or, la plupart des grands économistes aujourd'hui se sont peu ou prou ralliés à la loi de Say, ce grand économiste français du XIX<sup>e</sup> siècle qui a démontré que la santé de l'économie était liée avant tout au dynamisme de ses entreprises, à leur rentabilité, à leur adaptation permanente au marché. De sorte qu'au lieu de s'appesantir sur l'évolution de la demande et des prix dans la conjoncture actuelle, on ferait mieux de se demander si, oui ou non, les entreprises sont en mesure de soutenir une croissance suffisante. De ce point de vue, il n'y a pour l'instant –mais je dis bien pour l'instant– aucune inquiétude à avoir de l'autre côté de l'Atlantique, en dépit des incertitudes nées de la guerre, et après les hésitations dues à la bulle financière et aux scandales qui l'ont accompagnée et amplifiée. Les entreprises américaines bénéficient d'importants allègements d'impôts et d'un marché du travail d'une grande flexibilité, leur tissu est fait d'une infinité de PME, où l'on innove beaucoup et où l'on travaille dur. La situation de la « vieille Europe » n'est pas aussi bonne : en Allemagne et en France les entreprises sont exsangues, privées de fonds captés par le secteur public, écrasées de réglementations.*

*Voici où l'analyse keynésienne trouve ses limites. A ne considérer que la non dépense (réelle ou non), on en vient naturellement à recommander une « relance » là où il faudrait une libération. La relance va alors se faire à partir de données artificielles, sans considération des indications du marché, et passera par des financements publics et une nouvelle couche de législation qui décourageront encore plus les entrepreneurs. Comment retrouver la confiance dans un pays paralysé par des grèves incessantes, par des prélèvements croissants, par une administration rétrograde et coûteuse ?*

*Pourtant, la relance keynésienne, légitimée aujourd'hui par la pseudo-déflation, a toute la séduction des politiques macro-économiques. Elle plaît aux politiciens, aux médias et aux syndicats : plus de pouvoir d'achat pour tous ! Grâce aux interventions miraculeuses des hommes d'Etat, l'économie va retrouver le chemin du plein emploi. La déflation est l'alibi pour continuer à aller vers l'inflation. D'ailleurs la baisse du dollar (synonyme d'inflation) est bien née de la crainte d'Alan GREENSPAN de mettre l'économie américaine en panne. On avoisine les taux zéro : une politique qui fait le malheur des Japonais depuis dix ans, car il est impossible d'avoir des investissements sérieux avec des financements gratuits. A terme, comme le disait HAYEK, quand les taux n'ont plus rien à voir avec la rentabilité, tout ce qui est rentable disparaît et le parasitisme économique se répand : c'est l'inflation et le chômage.*

*Oublions la déflation. Revenons à l'analyse la plus simple, repartons du réel : l'économie se porte bien quand ceux qui entreprennent, épargnent et travaillent sont justement récompensés pour leur activité, et sont les ferments d'une croissance qui ramène le plein emploi.*

Jacques Garelo

## Conjoncture

### EURO EN HAUSSE, DOLLAR EN BAISSSE

A en croire les observateurs, euro et dollar semblent jouer au yo-yo. Quand l'un monte, l'autre baisse. Mais depuis plus d'un an, l'évolution semble aller dans un seul sens : le dollar ne cesse de baisser, l'euro de monter. Pourquoi ces mouvements monétaires ? Et faut-il s'en inquiéter ?

#### **Il est normal que le prix des monnaies varie**

Il faut d'abord partir d'un principe essentiel : nous sommes en situation de changes flottants. Et dans cette affaire du dollar et de l'euro, il rentre chez beaucoup de commentateurs une nostalgie de l'époque des changes fixes, où tout semblait simple : c'est l'Etat qui fixait la parité des monnaies. Pourtant ce système, connu dans l'après-guerre sous le nom de Bretton-Woods, a gravement perturbé l'économie mondiale. Les changes fixes ont tous les inconvénients des prix bloqués et, s'ils sont fixés à un niveau irréaliste, ils ont tous les inconvénients des faux prix. En outre, le marché retrouve toujours ses droits et si une parité est sous-évaluée, la Banque Centrale intervient pour l'empêcher de monter en créant de la monnaie nationale (et en achetant des devises), ce qui a un effet inflationniste : c'est pour cette raison par exemple que les Allemands ou les Japonais ne voulaient plus de changes fixes, car ceux-ci mettaient en péril leur volonté de politique monétaire rigoureuse de lutte contre l'inflation. Il faut donc partir d'un point de départ très simple : il est normal que les prix des monnaies soient libres et qu'ils évoluent en fonction de l'offre et de la demande.

Comme Jacques GARELLO l'a rappelé dans son éditorial de la semaine dernière, même après la mort du système de changes fixes dans les années 70, la plupart des pays ont refusé ce libre jeu des marchés et ont prétendu « encadrer » les mouvements des monnaies en se fixant des limites de variation, en intervenant sur les marchés des changes. Non seulement ces interventions n'ont

servi à rien, parce qu'on ne peut rien contre les mouvements de fond du marché, mais encore elles ont provoqué des désordres et des crises financières majeures. Cette tentation n'est pas toujours totalement abandonnée et le Japon par exemple a encore récemment tenté de freiner la baisse du dollar et la hausse du yen. Mais tout cela est vain et n'est que le souvenir du temps où les économies étaient dirigées par l'Etat, de même que les monnaies. La liberté du marché doit s'appliquer partout, y compris évidemment aux monnaies.

### **Des explications peu convaincantes**

Reste à savoir pourquoi le dollar baisse. Il faut relativiser les choses et rappeler que le cours que l'euro vient d'atteindre par rapport au dollar (1,17) correspond au cours de départ de l'euro, au moment de sa création en janvier 1999 (1,168 exactement). Après quelques jours de hausse (jusqu'à 1,1890), l'euro n'avait cessé de baisser et le dollar de monter. Au minimum, l'euro avait atteint le 25 octobre 2000 le plancher de 0,8255 dollar. Depuis cette date, le mouvement est parti en sens inverse et c'est cette fois l'euro qui monte et le dollar qui baisse : nous voilà simplement revenu au point de départ. Ensuite, il faut en finir avec ces cocoricos ridicules sur la hausse de l'euro, qui bientôt « va supplanter le dollar », alors que c'est de la baisse du dollar qu'il s'agit, comme le montre le mouvement vis à vis des autres monnaies : le yen, lui aussi, par exemple, progresse par rapport au dollar.

On peut mettre en avant plusieurs explications. La première est liée aux taux d'intérêt : ils ont baissé en Europe comme aux USA, mais ils sont aujourd'hui plus bas dans ce dernier pays. Le taux de base est à 1,25% contre 2,5% en Europe. Les capitaux seraient ainsi attirés là où l'argent rapporte le plus, c'est à dire en Europe. Mais l'explication est un peu courte, car l'écart n'est guère important et elle ne joue pas par rapport au yen, puisque les taux sont encore inférieurs au Japon. D'autres mettent en avant les problèmes extérieurs. L'Europe a une balance commerciale et plus largement une balance des paiements excédentaire ; les Etats-Unis ont un déficit extérieur considérable, qui aurait franchi pour la balance courante la barre des 500 milliards. Le dollar serait en train de craquer face à ces déficits insupportables. Mais on peut nuancer cette explication. La faible croissance en Europe et au Japon explique largement ces excédents, qui diminueraient si ces économies étaient plus dynamiques. De plus le déficit extérieur américain n'est pas nouveau et cela n'a pas empêché le dollar de monter à d'autres moments de l'histoire récente.

Certains suggèrent alors que la faiblesse du dollar viendrait de celle de l'économie américaine. Mais là l'explication est évidemment fautive. Comme nous l'avons montré plusieurs fois ici même, l'économie américaine est beaucoup plus solide que celle de l'Europe ou du Japon : plus de croissance, moins de chômage. Pendant ce temps, l'Allemagne est en récession, les grèves paralysent la France, les déficits publics sont énormes. L'OCDE au contraire s'inquiète de l'écart croissant de dynamisme entre les Etats-Unis et ses partenaires. Et la reprise en 2004, selon toutes les prévisions, sera plus forte aux Etats-Unis qu'ailleurs.

### **Ce n'est pas la monnaie qui compte, mais l'économie**

Mais les monnaies n'obéissent pas à des règles du jeu mécaniques, mais à de nombreux facteurs subjectifs. Et les autorités publiques américaines ne cachent pas qu'elles souhaitent la baisse du dollar : c'est peut-être là l'explication la plus simple. Le dollar faible permettrait de redresser un peu le commerce extérieur américain et rendrait les importations plus chères. D'autre part un dollar faible signifie un crédit bon marché, et c'est ce qu'Alan GREENSPAN a visiblement voulu ces derniers temps, pour éviter un effondrement de Wall Street et une stagnation de la production américaine : deux craintes à notre avis injustifiées.

A long terme, la politique monétaire de la FED n'est pas très prudente. Comme Jacques GARELLO l'a indiqué dans son éditorial, une monnaie « bon marché » par suite des manipulations de la Banque Centrale finit par créer ce qu'HAYEK appelait un « mal-investissement » : l'argent va n'importe où et pas nécessairement vers les entreprises rentables et dynamiques. L'écart entre le taux d'intérêt monétaire (le prix de l'argent distribué par le système bancaire) et le taux d'intérêt réel (ce que rapporte l'argent investi) est toujours nocif. Mais nous n'en sommes pas encore là...

## L'ETHIQUE DE LA RESPONSABILITE ET DE LA COMMUNAUTE

*La XXV<sup>e</sup> Université d'Eté de la Nouvelle Economie (Aix en Provence, 4 Septembre 2002) se terminait donc par une prospective de la liberté. L'effacement de l'Etat-Providence et la réduction des services publics font craindre à certains des carences, des injustices. Ils devraient prendre conscience du rôle que la société civile pourra jouer ; une fois libérée elle pourra prendre le relais de l'Etat. C'est ce qu'explique Jean Yves Naudet, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille III, Directeur du Centre d'Ethique Economique.*

### JEAN-YVES NAUDET – LA SOCIETE CIVILE, RELAIS DE L'ETAT

Je partirai d'un préjugé, à savoir qu'il n'existe rien entre l'Etat et l'individu. Autrement dit, nous aurions le choix entre l'assistanat et l'égoïsme. C'est en partie faux : il y a entre ces deux extrêmes toute la richesse de la société civile. Il est vrai que la société civile est malade. Et il convient de s'interroger sur les origines de ce mal ?

Ce n'est pas à cause de l'individu, car loin d'être égoïste, l'individu est avant tout une personne ayant une éthique soucieuse de tisser des liens avec les autres. Mais souvent, si elle ne le fait pas, c'est à cause de l'Etat. C'est l'Etat qui a tué la société civile. C'était évident dans les pays totalitaires, ceux du socialisme réel. C'est tout aussi vrai des pays occidentaux, ceux de l'Etat-Providence, car celui-ci, en occupant tout l'espace et en paralysant l'action des communautés volontaires, a détruit la société civile.

D'où la peur de beaucoup qui craignent que le retrait de l'Etat ne cédât la place au vide, et donc qu'il n'y eût personne pour s'occuper de l'éducation, de la culture, de la protection sociale, de la solidarité ou de l'emploi. C'est une crainte que Bastiat a évoquée déjà au XIX<sup>e</sup> siècle : « De ce que nous serons libre s'ensuit-il que nous cesserons d'agir ? »

Il y a ici un double mouvement qui doit s'effectuer en parallèle, une double responsabilité. Celle de l'Etat, qui en s'occupant de tout, a stérilisé la société civile. Il convient donc, en suivant le principe de subsidiarité, que l'Etat se retire là où il n'a rien à faire et se concentre sur ses fonctions essentielles. Il faut libérer la société civile.

Ensuite, il y a la responsabilité des individus qui doivent s'investir dans la société civile pour servir les autres, se regrouper, agir en commun, pour reprendre toutes ces fonctions qui seront abandonnées par l'Etat aux mains des activités privées. On ne peut pas dénoncer l'omniprésence de l'Etat, et lorsque celui-ci cesse de tout envahir, rester les bras croisés face à l'ampleur de la tâche. Chacun doit s'impliquer dans ces nouvelles missions.

Pour cela, il faut d'abord libérer la société civile, et donc écarter la fausse société civile, celle qui est soumise à l'Etat. Si l'on regarde l'actualité récente, le sommet de la Terre et du développement durable à Johannesburg, il a été organisé en parallèle un contre sommet par la société civile. Ce serait un réflexe salutaire s'il s'agissait d'une action de la véritable société civile contre ce sommet politique. Mais, si l'on regarde la liste des membres de cette société, on y trouve soit les ONG de pays du Tiers Monde, totalement sous la coupe de leur gouvernement, soit des ONG qui ne vivent que de subventions étatiques et qui sont donc un simple prolongement de la société politique. Ces ONG, en quelque sorte nationalisées, ne représentent pas la société civile.

Prenons maintenant le cas des syndicats dans un pays comme la France : leur liste est fixée par la loi, en fonction de critères politiques. Ils possèdent dans les entreprises ou ailleurs des privilèges, de représentation ou autre, qui leur sont accordés par la loi.

Parfois, il y a même obligation d'adhérer à un syndicat monopolistique dans un secteur. Ces syndicats sont souvent liés à un parti politique, à l'instar de la CGT liée au PC. Ils sont financés par des ressources publiques. Ils sont donc eux aussi quasiment nationalisés et ne font que prolonger la société politique. Ils ne sont pas la société civile.

Prenons les associations qui devraient être l'un des éléments moteurs et dynamiques de la société civile, signes de l'inventivité des individus. On pourrait se réjouir de constater qu'en France, un Français sur trois fasse partie d'une ou plusieurs associations. La plupart du temps, pourtant, elles ont des moyens bien faibles car le secteur privé, pour des raisons fiscales, ne peut pratiquement pas les financer. Lorsqu'elles sont plus importantes, et qu'elles ont des salariés, la quasi-totalité de leurs ressources vient de financement public. Elles sont devenues des machines à capter des rentes, par exemple au profit de partis politiques. C'est le passage vers ce que Pierre Patrick Kaltenbach appelle des « associations lucratives sans but ». Elles ne sont plus la société civile, mais un prolongement de la société politique.

On pourrait multiplier les exemples avec les fondations, les regroupements professionnels. Sur ce premier point, les choses sont claires : il faut libérer toutes les communautés de l'emprise étatique en les laissant s'organiser comme elles l'entendent, en favorisant leur épanouissement par un système fiscal et réglementaire favorable. Chacun doit pouvoir investir dans la société civile sans être pénalisé et cet investissement doit être fiscalement reconnu pour ce qu'il est. Quant aux prélèvements obligatoires, ils stérilisent les revenus des ménages qui ne peuvent les utiliser ailleurs et la solidarité forcée et publique rend impossible la solidarité volontaire et privée.

Deuxième et dernier point : Quelles sont les nouvelles missions de la société civile ? Il faut que chacun s'implique, et que foisonnent les communautés volontaires pour prendre en charge ce que l'Etat faisait mal jusqu'ici. C'est vrai en matière de solidarité ou de protection sociale, ce dont Den Uyl a parlé. Une part doit être reprise par le secteur marchand, celui des assurances et des mutuelles volontaires, en particulier, qui peuvent répondre aux besoins de protection. Une autre part, celle qui concerne la solidarité, doit être reprise par des associations, des fondations, des clubs services, des organismes caritatifs, des organisations laïques ou religieuses qui doivent s'impliquer dans la lutte contre la pauvreté, la marginalisation, l'aide aux plus démunis, aux handicapés, etc.

Il est faux de dire que si l'ordre politique se retire, toute la protection sociale va disparaître. Il y aura tout l'ordre marchand et tout l'ordre communautaire. C'est vrai par exemple en matière d'éducation où, en France, nous sommes habitués à un quasi monopole public, le secteur privé étant toléré à condition qu'il se comporte comme un sous-traitant du public. Si on rend aux parents la responsabilité éducative, ils pourront choisir, s'impliquer dans des associations de parents d'élève par exemple. Il faut susciter des initiatives, des créations d'écoles vraiment libres, et investir du temps et de l'argent.

On pourrait aussi penser à la gestion de l'environnement naturel, au secteur de la recherche, à celui de la santé, de la culture, à la conservation du patrimoine culturel, à l'encouragement à la création artistique. Chaque secteur, jusque là occupé par l'Etat, doit ainsi être libéré, et chacun doit s'y investir. L'espace ne sera pas inoccupé, mais foisonnera des initiatives du secteur marchand et de celles des communautés.

Il convient donc de retrouver le sens de la communauté, qui favorise le lien social, et celui de la responsabilité, en acceptant de subir les conséquences de ses actes. Il est urgent de libérer la société civile pour que chacun puisse librement servir les autres.

## MICHELIN EMBAUCHE

On se souvient qu'en 1999 Michelin avait annoncé un plan de suppression d'emplois dans les usines européennes du groupe, au moment même où la firme annonçait des profits.

Tous les démagogues, syndicats et hommes politiques de gauche en tête, s'étaient alors lancés dans une attaque d'une violence inouïe contre l'entreprise, sans chercher à comprendre la logique économique profonde de ces décisions : les profits traduisaient la situation de l'année précédente, donc le passé en quelque sorte. Face à une concurrence plus dure et un marché plus restreint, les suppressions d'emplois visaient à préparer l'avenir, en faisant des gains de productivité, de manière à traverser une passe difficile. Cela n'a pas empêché la majorité de l'époque d'adopter un « amendement Michelin », dans le cadre de la loi de modernisation sociale modifiant les procédures de licenciement, pour rendre impossible ce type de décision, pourtant indispensable à la survie à long terme de n'importe quelle firme.

Or qu'apprend-t-on quatre ans plus tard ? Grâce à ces décisions courageuses, l'entreprise s'est redressée. Sa marge opérationnelle est passée à 7,8%, nettement supérieure à l'objectif de marge fixé en juillet dernier. Que se passe-t-il pour le personnel ? La réponse vient de tomber : 1100 emplois créés sur le seul territoire français. Mieux encore, on apprend que même l'an dernier Michelin avait pu embaucher déjà 1000 personnes. En trois ans, pour la seule France, les embauches auront été de 3100 personnes. Même l'année des suppressions d'emplois, il y a eu des embauches de cadres, car les besoins d'une entreprise évoluent en permanence. Cette année, ce seront 600 cadres et 500 ouvriers qui seront embauchés rien que pour la France. Mais c'est aussi au niveau mondial que l'évolution est spectaculaire : les effectifs sont passés de 114 397 en 1995 à 126 285 l'an dernier.

Michelin prépare l'avenir, le socialisme prépare la faillite.

## UN TRIBUNAL INTERNATIONAL DU LIBERALISME

A Evian, il y aura un sommet parallèle au G 8. Le Monde consacre des colonnes entières à ces « altermondialistes qui se préparent à mettre le feu au lac ». Tout le gratin sera présent, José BOVE en tête, avec ATTAC, Greenpeace et quelques autres organisations de ce type, environnées de tous les trotskistes de la terre, qui sauront bien faire parler d'eux. On annonce 500 000 manifestants. Le fameux Jean ZIEGLER, qui passe son temps à dénoncer son pays, totalitaire comme chacun sait, la Suisse, dénoncera aussi les prédateurs : le capitalisme mondialisé, les institutions financières et commerciales internationales, toutes ultralibérales comme chacun sait. Le grand défi est, paraît-il, d'intégrer « les foules antiguerre », puisque l'anticapitalisme primaire s'accompagne comme toujours d'un antiaméricanisme non moins primaire. Mais le clou de la semaine devrait être « un tribunal international du libéralisme » ; on sait que tous les maux de la planète viennent de cet ultralibéralisme au pouvoir partout, à commencer par la France.

Il paraît aussi que le mouvement veut effacer son image de « casseurs », toutes ces rencontres s'étant achevées dans la violence. Voici l'argumentaire : « Cette image fâcheuse du mouvement, ce sont les journalistes qui l'ont créée en parlant sans cesse de la violence alors que nous avions un véritable message ». Chacun sait que la presse est vendue au grand capital. Les Suisses, au demeurant conservateurs donc arriérés, peuvent donc se rassurer.

Enfin, notons avec intérêt qu'un village d'anarchistes sera créé, village alternatif, anticapitaliste et antiguerre, « autogéré et écogéré » : ils veulent ainsi montrer qu'une franche rupture avec le capitalisme est possible. Formule heureuse, qui a peuplé naguère les goulags.

Au fait : est-il vrai que le gouvernement français vient d'accorder un million d'euros à l'association ATTAC pour l'organisation du contre-sommet d'Evian ? ...

### **LA REFORME DE L'ETAT (suite)**

*Nous transcrivons la suite des conférences prononcées le 6 mai dernier à l'occasion du colloque organisé à Paris par l'ALEPS sur le thème général « Audace des réformes ou tyrannie du statu quo ? ». La première session était consacrée à la réforme de l'Etat.*

#### **Benoîte TAFFIN : LA DERIVE DES DEPENSES PUBLIQUES**

La réforme de l'Etat s'impose compte tenu de la charge qui pèse sur les contribuables ; le fait que l'Etat soit boulimique se traduit dans la dérive des finances publiques. Il y a tellement de gens qui ont intérêt à ce que de nouvelles dépenses soient votées que la dépense publique a été multipliée par 10 en 30 ans, que pas un seul budget n'a été en équilibre, que la dette publique se monte à 1.000 milliards d'euros, ce qui fait qu'un bébé dans son berceau hérite de 16.000 euros. Il y a 58.042 types de dépenses différentes, comme l'ont établi les recherches de Bernard ZIMMERN et de l'IFRAP. Veut-on parler de décentralisation ? Les fonctionnaires territoriaux sont au nombre de 1.687.751, en augmentation de 40% en 20 ans. Les impôts locaux ont augmenté de 241% sans qu'il y ait eu pour autant une baisse de l'impôt national, d'ailleurs les transferts de l'Etat aux collectivités locales ont été accrus de 120%. La réduction du nombre des fonctionnaires semble impossible, alors même que les besoins de services publics sont moindres (le nombre des élèves a diminué, mais il y a davantage de postes dans l'Education Nationale, et cela ne suffit pas aux yeux des syndicats).

Ce dont il est besoin, c'est d'une complète redéfinition des missions de service public, et d'une profonde réforme du statut de la fonction publique.

Il est aberrant et injuste que les rémunérations et les retraites des fonctionnaires soient supérieures de 20% à celles des salariés du privé. Il est aberrant et injuste que les fonctionnaires abusent de leurs droits de grève : on en est à la neuvième grève dans l'Education Nationale depuis le début de l'année scolaire. Avant d'engager des dépenses publiques et de confier des missions aux administrations, on devrait se poser cinq questions (énoncées par Peter Lilley, ministre du gouvernement britannique à l'origine d'une réduction du secteur public) : le service est-il nécessaire ? Doit-il être rendu par l'Etat ? Quel est le prix pour le contribuable ? Le coût de la prestation publique est-il le bon ? Quel coût ferait payer une entreprise chargée de cette prestation ? La plupart des soi-disant « services publics à la française » ne résisteraient pas à un tel examen de passage.

En fin de compte, quels sont les moyens d'action pour contraindre l'Etat à la réforme ?

Il faut une volonté politique de la part des gouvernants : cela suppose qu'on « mette le feu » aux hommes politiques, qui ont tendance à donner trop d'attention et de pouvoir aux syndicats. Mais cette pression sur la société politique ne peut être efficace que s'il y a une mobilisation des énergies, si l'on alerte les Français, et notamment les plus modestes, qui ont davantage de raisons de se sentir concernés par la réforme de l'Etat. C'est ce que Contribuables Associés s'efforce de faire.

*Benoîte TAFFIN est porte-parole de Contribuables Associés et administrateur de l'ALEPS*

#### **Louis GISCARD d'ESTAING : QUE VEULENT LES DEPUTES REFORMATEURS ?**

Il y a 140 nouveaux députés au sein de l'UMP, tous issus de la société civile : ce renouvellement de l'Assemblée Nationale est sans précédent. Ils entendent bien être les artisans de la réforme de l'Etat.

Cette réforme se heurte au conservatisme des fonctionnaires : ils défilent aujourd'hui pour que l'Education demeure « Nationale ». En quoi les conseillers d'orientation sont-ils lésés par les projets du gouvernement ? En réalité, la culture administrative est rebelle à toute souplesse, à toute différence. Au nom de « l'égalité fiscale », on a obligé les départements à s'aligner sur un prix unique (ou très voisin) des cartes grises : surtout pas de concurrence ? L'intercommunalité et la loi Chevènement ont été conçues comme des instruments de péréquation : tous logés à la même enseigne. Le résultat est une mosaïque d'échelons administratifs, car chaque fois on ajoute une couche de fonctionnaires, de dépenses et de réglementation. Alors que la pluralité des instances pourrait conduire à une concurrence, et à responsabiliser chacun (comme c'est le cas pour les équipements scolaires par exemple), on s'est empressé de réduire les degrés d'autonomie.

Ces mœurs ne sont pas nouvelles en France. Elles ont été introduites à la fin de la deuxième guerre mondiale, à une époque où les communistes ont construit un vrai mur de Berlin autour de l'Etat. En France voilà 57 ans que le mur résiste !

Il résiste contre toute logique bien sûr. A quoi sert-il d'avoir des succursales de la Banque de France alors qu'elle n'a plus aucune attribution depuis la création de l'Euro ? A quoi servent les Directions Départementales de l'Agriculture ? A quoi servent les préfets de régions ?

Aujourd'hui Jean Pierre RAFFARIN demande aux parlementaires de la majorité d'être solidaires de ses initiatives. Les députés réformateurs y sont disposés, mais en même temps ils veulent faire pression sur l'ensemble de la classe politique, et convaincre leurs collègues de l'importance et de l'urgence de la réforme de l'Etat. C'est à une remise en cause totale du rôle de l'Etat et de ses structures qu'il faut procéder maintenant : nous nous y emploierons.

---

### **AU SOMMAIRE DU N° 755 :**

**EDITORIAL :** Déflation pp. 1-2

**CONJONCTURE :** Euro en hausse, dollar en baisse pp. 2-3

**SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ :** L'éthique de la responsabilité et de la communauté pp.4-5

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR :** Michelin embauche p.6 – Un tribunal international du libéralisme p. 6 – La réforme de l'Etat pp. 7-8

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : €30.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : €92.00.**

**LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)